



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)  
N° 131 Mars 2000 - 20 F

ISSN 0989-3237

## JOSPIN : L'ATTERRISSAGE FORCÉ

par JACQUES ROUGEOT

Professeur à la Sorbonne

On commençait à désespérer. On croyait même que c'était devenu impossible. Mais voilà que, avec le printemps, le miracle s'est produit : on peut être de droite en France et avoir le sourire. On aimerait que nos hommes politiques de droite eussent une plus grande part dans ce changement d'humeur, mais enfin ne boudons pas notre plaisir : cette fois-ci, c'est la gauche qui donne le spectacle.

Que s'est-il donc passé ? Pour mieux le percevoir, reportons-nous quelques mois en arrière. La vie politique semblait alors pour M. Jospin un long

fleuve tranquille qui le conduisait inéluctablement à bon port, c'est-à-dire à l'Élysée, au milieu des chants caressants des sirènes médiatiques et de l'encens brûlé par les grands prêtres de la pensée unique. Plus poétiquement encore, M. Jospin et son entourage flottaient sur un nuage rose, dans un état proche du nirvana. Et puis sont arrivés les coups de vent, les trous d'air, les tempêtes, obligeant le tapis volant à atterrir en catastrophe et à s'immobiliser sur un sol caillouteux (adjectif qui pourrait rappeler de mauvais souvenirs à M. Jospin).

### LES MALHEURS DE LA GAUCHE

Ces accidents météorologiques sont bien connus. C'est probablement la démission de M. Strauss-Kahn qui a été le premier grain de sable dans la mécanique jusqu'alors bien huilée. Outre qu'elle rappelait que les socialistes ne sont pas tous des anges et que leurs rapports avec l'argent présentent parfois des particularités qui peuvent intéresser la justice, elle privait surtout le gouvernement d'un illusionniste qui avait su séduire la droite et les puissances d'argent tout en endormant les démangeaisons revendicatives des fonctionnaires des finances. Atout indispensable pour M. Jospin, qui est obligé de jouer en permanence sur les deux tableaux, celui d'une gestion habile et rassurante des deniers publics et celui de la défense et de la promotion des fonctionnaires, gros bataillons électoraux des socialistes. On a bien vu, après coup, la difficulté de l'exercice quand, à l'inverse, M. Sautter a réussi à transformer un apport inattendu de recettes, qui aurait dû être une

divine surprise, en un mistigri diabolique qui changeait tous les jours de taille et suscitait des querelles qui, sans lui, n'auraient pas existé. Et c'est le même monsieur Sautter qui, se prenant pour Hercule, entreprit d'affronter l'ensemble des syndicats de Bercy et se retrouva en fait dans l'armure de Don Quichotte, pitoyablement bouté à bas de sa Rossinante par celui-même dont il attendait aide et soutien.

Madame Voynet, qui n'aurait pas voulu être en reste d'une gaffe, et même de plusieurs, s'est mise elle aussi de la partie. Après avoir minimisé l'ampleur de la marée noire, elle part, l'âme sereine, pour un colloque à la Réunion, suivi (cela tombe bien) de quelques jours de vacances à l'Ile Maurice voisine, déclarant avec un rude bon sens qu'il ne servirait à rien qu'elle soit sur les plages souillées avec un ciré et des bottes. Quand elle est obligée, à contre-cœur, de convenir de l'ampleur de la catastrophe, elle s'emploie à justifier après coup son

voyage lointain en demandant avec délicatesse si « les pêcheurs blancs de l'Île d'Yeu méritent plus d'attention que les pêcheurs un peu bronzés des Antilles ». Le fait qu'elle transporte hardiment les Caraïbes dans l'océan Indien montre que madame Voynet est restée très simple et que, comme une bonne petite Française, elle est un peu brouillée avec la géographie. Cela dit, si sa présentation des faits relève d'une incurable maladresse, sa prise de position de fond, très modérée à l'égard de la pollution provoquée par le pétrole, ne manque pas d'attirer l'attention. Elle paraît d'autant plus significative si on la compare à l'acharnement déployé par madame Voynet et par les verts contre Super-Phénix et contre tout ce qui touche au nucléaire, pourtant incomparablement moins polluant que le pétrole. Elle s'éclaire d'un jour encore plus vif si on la rapproche de l'attitude très semblable de Greenpeace, dont le silence assourdissant après le nau-

frage de l'Erika aurait mérité d'attirer davantage l'attention des médias. De là à penser que les verts de toutes nationalités, ou au moins leurs principaux dirigeants, peuvent servir de levier manié par les multinationales du pétrole pour combattre le nucléaire, concurrent économique et instrument d'indépendance nationale, il n'y a qu'un pas, que certains franchissent et n'ont peut-être pas tort de franchir.

Parmi les mésaventures qu'a connues le gouvernement, il est inutile d'insister sur le « cas Allègre », qui relève plus de la psychologie que de la politique, mais qui a donné aux syndicats de gauche, provisoirement unis contre des réformes d'ailleurs assez vagues, l'occasion de jouer les chœurs d'opéra en chantant très fort : « marchons ! marchons ! », tout en restant sur place.

## LE CAS JOSPIN

Plus intéressant est le « cas Jospin ». On se demande souvent pourquoi sa baraka semble l'avoir abandonné. On pourrait commencer par se demander pourquoi elle l'a accompagné si longtemps. Il faut sans doute y voir d'abord l'effet d'une potion magique dont tous les hommes politiques cherchent fébrilement la recette : la communication. La sienne a donné d'excellents résultats grâce à la complaisance, pour ne pas dire à la complicité, de la plupart des médias. Sans chercher à se parer d'éventuelles qualités éclatantes, dont il eût peut-être été difficile de fournir des exemples convaincants, Jospin a su tirer parti d'une matière ingrate caractérisée par cette impression de grisaille qui se dégage de chacune de ses attitudes, de ses paroles ou de ses actions. Il a ainsi créé de lui-même l'image d'un bon garçon plein de bonne volonté, appliqué au travail, faisant consciencieusement son métier de premier ministre, honnête, ayant vertueusement répudié les perversions mitterrandiennes et renvoyé dans les ténèbres extérieures les suppôts sulfureux de l'idole reniée, déchu et enterrée. Ce dernier geste n'était sans doute pas des plus élégants, venant d'un homme qui avait été propulsé et imposé par Mitterrand, mais il était particulièrement habile puisqu'il permettait à son auteur de s'acheter à bon compte une nouvelle virginité tout en éliminant ses camarades-concurrents avec lesquels il entretenait des relations fondées sur une animosité vigilante et mutuelle. C'est ce qui s'appelle joindre l'utile à l'agréable.

Outre son image, Jospin avait dans son jeu un autre atout : sa méthode. Célébrée à tous les détours de phrase par des médias admiratifs, la fameuse « méthode Jospin » était présentée comme une sorte d'invention-miracle qui, telle une marque déposée, eût mérité de faire l'objet d'un brevet.

Comme toutes les grandes choses, celle-ci est particulièrement simple : elle consiste à ne rien faire (par exemple pour les retraites) ou à distribuer des sucres d'orge, comme les emplois-jeunes ou les 35 heures, qui font plaisir sur le moment et qui ne donnent pas prise à des campagnes trop acharnées de la part d'opposants prudents qui craindraient de passer pour grincheux. Certes, les sucres d'orge sont empoisonnés, mais le poison n'agira qu'à terme et, après tout, ce n'est que la France qui en pâtira.

Le perfectionnement de la méthode Jospin, c'est, mieux que l'immobilisme, le recul systématique (sans doute sur des positions préparées à l'avance, comme on disait pendant la campagne de 1940). Les patrons camionneurs commencent-ils à bloquer les routes ? Aussitôt le brave M. Gayssot, communiste bon teint, oublie la lutte des classes et s'empresse de leur donner satisfaction. Les enseignants réclament-ils la tête de M. Allègre ? Elle leur est apportée sur un plateau par l'ami de quarante ans. Les fonctionnaires de Bercy refusent-ils la réforme préparée par le ministre ? Jospin oblige d'abord le ministre à retirer sa réforme et, aussitôt après, il le congédie, espérant peut-être que cette double humiliation procurera à ses tombeurs une double jouissance.

Mais au fait, cette « méthode Jospin » est-elle si originale ? Peut-être pas. Autrefois, quand un gouvernement agissait de la sorte, on employait couramment une expression plus imagée : la politique du chien crevé au fil de l'eau. A la différence des termes, on mesure les progrès faits par nos médias bien-pensants dans le sens de la délicatesse. Du moins lorsqu'ils parlent de certains sujets ou de certaines personnes.

Il faut maintenant revenir à la question : pourquoi une mécanique si bien huilée connaît-elle des « ratés » spectaculaires ? Cela tient sans doute à des raisons générales : l'usure du pouvoir, la nécessité, à la longue, de faire semblant de faire quelque chose, la vérification de cette formule de Lincoln selon laquelle on peut tromper quelques personnes tout le temps ou tout le monde quelque temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps. Mais il semble aussi qu'il soit intervenu un facteur personnel qui tient à M. Jospin lui-même.

Un indice très fort est donné par les mésaventures qu'il a subies au Proche-Orient. Il a montré qu'il ne comprenait rien à la diplomatie, laquelle consiste non pas à se faire plaisir en disant n'importe quoi, n'importe où et n'importe quand, mais à avoir des objectifs à long terme pour la France, une stratégie au service de ces objectifs et à chaque instant le sens de l'opportunité. M. Jospin, qui espère sans doute tirer de ses propos des bénéfices électoraux pour lui-même et ses amis, a précisément dit, contre l'intérêt national, ce qu'il ne fallait pas, au mauvais endroit et au mauvais moment. S'il l'a fait, c'est sans doute en raison d'une certaine limitation intellectuelle, c'est aussi parce qu'il voulait montrer qu'il était un grand garçon qui, comme tout bon futur président, était capable de

jouer sa partie sur la scène internationale. Il a prouvé le contraire et aggravé son cas en exposant le premier ministre de la France à recevoir des pierres en territoire étranger sans réagir autrement que par une retraite précipitée dans sa voiture, et ensuite, comble d'impudence, de vanité et de mauvaise éducation, en se vantant à l'Assemblée nationale de la « dignité » dont il estimait avoir fait preuve.

Ainsi se dessine une nouvelle image du premier ministre. Le Jospin nouveau est arrivé, plus aigre, moins rassurant. Sous le besogneux sommeillait un implacable ambitieux qui se réveille aujourd'hui. L'apparente modestie fait place à une sorte d'enflure dans la médiocrité que l'on appelle plus communément la grosse tête. On dit que M. Strauss-Kahn l'a surnommé Kim Il-Sung. Seul un ami pouvait risquer une telle comparaison avec un despote communiste au plus haut degré féroce et caricatural. Les Français moins avertis commencent simplement à percevoir le changement. Ce n'est pas que l'ambition soit forcément un vice pour un homme politique, mais il ne faut pas qu'elle apparaisse comme une passion prédominante ni que celui qui en est possédé semble trop malingre pour le costume qu'il rêve d'enfiler.

## REMANIEMENT : LA CARTE FORCÉE

Le changement de gouvernement (ou « dans » le gouvernement, comme dit M. Jospin) confirme de façon spectaculaire que, désormais, le premier ministre obéit ouvertement à des préoccupations purement électoralistes. Le dosage est de nature politicienne : on élargit vers l'extrême-gauche avec M. Mélenchon, vers le centre avec M. Fabius ; on donne un sucre à la « gauche plurielle » avec un portefeuille de plus pour les communistes et pour les verts. On a recours sans vergogne aux gadgets : de quoi peut bien s'occuper un secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, à moins peut-être qu'il ne s'agisse de créer des emplois factices qui viendraient prendre le relais des emplois-jeunes et alourdir à terme le secteur public ? On peut même se demander si M. Jospin n'a pas fait preuve d'humour - involontairement sans doute - en nommant comme secrétaire d'Etat au patrimoine un communiste qui, dans les réunions de son parti, continuera sans doute de chanter avec ardeur : « Du passé faisons table rase ». Quant à la nomination de M. Lang, elle montre quel cas on fait de l'éducation nationale, traitée cyniquement comme un lot de consolation pour un recalé de la candidature à la candidature socialiste à la mairie de Paris. Mais après tout, comme on attend simplement de lui qu'il déploie ses talents de grand hypnotiseur, il est sans doute le mieux qualifié pour occuper ce poste.

Puisque les ficelles politiciennes du remaniement sont si nettement visibles, Jospin, de son point de vue, a-t-il eu raison de le faire ? A vrai dire, il n'avait guère le choix. En tant qu'ancien trotskiste, bon héritier du marxisme, il est résolu à tout sacrifier pour conquérir et conserver le pouvoir, c'est-à-dire, entre autres, à toujours faire passer la politique avant la gestion. Bien qu'il ait renié Mitterrand, il a retenu de lui la grande leçon (que devrait bien méditer la droite) selon laquelle, pour gagner, il faut d'abord rassembler toutes les forces de son propre camp, si l'on veut avoir quelque chance d'attirer des éléments extérieurs. Il savait déjà que la gauche est minoritaire dans le pays et qu'elle n'est majoritaire à l'Assemblée nationale que du fait des erreurs stratégiques et tactiques de la droite. Des sondages répétés lui ont indiqué que son électorat de base s'effritait, surtout à gauche ; il en a donc tiré toutes les conséquences, aussi bien dans l'action gouvernementale (recul devant les fonctionnaires, utilisation de la « cagnotte », impôt sur le revenu, immobilisme sur les retraites) que dans le remaniement ministériel (mise à mort des boucs émissaires, œcuménisme dans la « gauche plurielle » favorisé par l'inflation des portefeuilles).

Cette capitulation précipitée face à la rue et à la grève, ce recours aux adversaires de l'intérieur,

ce retour au mitterrandisme renié sont les signes de l'inquiétude qu'éprouve aujourd'hui le clan Jospin, jusqu'alors si sûr de lui, si assuré de sa victoire. Et en effet, les contradictions dans lesquelles se débat le premier ministre sont ce qu'on appelle en économie des tendances lourdes. S'il est vrai qu'il est obligé de rassembler toute la gauche, il a aussi besoin de forces d'appoint qu'il ne peut trouver que dans les classes moyennes. Mais combien de temps celles-ci seront-elles dupes ? Le choix qui a été fait de ne diminuer l'impôt sur le revenu que pour ceux qui n'en paient déjà presque pas et de faire peser la charge fiscale sur une catégorie de moins en moins nombreuse, donc de plus en plus écrasée, devrait ouvrir les yeux même des « idiots utiles », qui pourraient bien finir par devenir moins idiots, donc moins utiles à la gauche.

A l'intérieur même de la gauche, les contradictions ne sont pas moins profondes. Il est vrai que la plupart des électeurs communistes se conduisent comme des petits toutous disciplinés. Mais il doit bien rester, au PC et à l'extrême-gauche, certains éléments qui en ont assez d'être réduits au rôle de grognards impuissants pour le seul profit des « social-traitres ». Quant aux verts, leur génie naturel de la confusion et du désordre, mal contenu par l'amateurisme gaffeur de leurs dirigeants, pourrait renforcer leur tentation permanente de se retrouver « ailleurs », c'est-à-dire dans l'abstention.

Et puis, et peut-être surtout, n'oublions pas les rivalités de personnes. Entre Jospin et Fabius, il n'est sans doute pas exagéré de parler de haine. Outre que leur situation en fait des adversaires naturels et implacables au sein du PS (tant que Jospin est au plus haut, Fabius ne peut être que dans l'ombre), le nouveau ministre de l'économie et des finances n'est sans doute pas disposé à oublier la mollesse du soutien qu'il a reçu de la part de ses « amis » au pouvoir dans la terrible affaire du sang contaminé qui, à la fois, l'a profondément blessé et a trempé son caractère, notamment dans son désir de vengeance. Chacun des deux antagonistes a trouvé son avantage dans cette réconciliation provisoire, mais chacun, à terme, ne rêve que d'écraser l'autre. Les coups décisifs seront-ils portés avant les échéances électorales ou bien Fabius sera-t-il contraint de se contenir encore ? Telle est la seule question.

Il est donc certain que, depuis quelques mois, la gauche est affaiblie. Pour autant, la droite, qui n'est pas pour grand chose dans cette situation, aurait tort de passer de la sinistrose dans laquelle elle s'est longtemps complu à un optimisme inconsidéré. Les jeux sont loin d'être faits. La droite ne doit pas se contenter d'attendre paresseusement une victoire hypothétique, il faut qu'elle la construise. Il est grand temps pour elle de passer à la contre-offensive.

**VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181**  
**Directeur de la publication : R. BÉTEILLE - Co-directeur de la publication : G. FLICOURT**

M I L  
 D - R O I T E  
 C I V I Q U E  
 E T  
 G A U L L I S T E

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Téléphone ..... Portable ..... Fax .....

Date et lieu de naissance ..... Voulez-vous être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?

Profession .....

désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

désire soutenir financièrement l'action du MIL et verse :  100 F  200 F  300 F  500 F ou plus

déclare adhérer ou renouveler mon adhésion au M.I.L. (rayer la mention inutile) :

<input type="checkbox"/> Cotisation de membre et abonnement au journal : 250 F	<input type="checkbox"/> Cotisation couple : 250 F
<input type="checkbox"/> Cotisation pour la carte de membre donateur : 500 F	<input type="checkbox"/> Cotisation simple : 150 F
<input type="checkbox"/> Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 1000 F	<input type="checkbox"/> Cotisation chômeur : 50 F

désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : 200F

Date ..... Signature .....

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L. 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois Perret tél. 01 47 57 34 44

## MIL : LA DROITE CIVIQUE ET GAULLISTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.